

AUPIED Yvon, Guy, René

Etat civil :

Né le 13 mai 1949 à Audernach (Allemagne).¹

Famille :

Marié, sans enfant (à la date de septembre 1976).²

Onomastique :

Position :

La Poste, Directeur délégué Délégation régionale Bourgogne /Rhône-Alpes (octobre 1998).
Administrateur hors classe.³

Formation :

1967 : Baccalauréat Mathématiques élémentaires (mention AB), 1972 : DUES mathématiques et physiques 2^e année (mention P), Licence Sciences économiques 3^e année, maîtrise ès sciences économiques (mention AB), 1978 : DES sciences-économiques spécialisation droit et économie bancaire. ⁴ E.N.S.P.T.T. 1976-1979, 13^e classement sortie E.N.A., 3^e sortie E.N.S.P.T.T., 10^e Général. ⁵ Rédige avec M. Guillot, J.-M. Sakila, J. Sanlaville, Y. Touré une étude de marketing dans le cadre de l'enseignement professionnel E.N.S.P.T.T. sur le thème " Complémentarité ou substitutalité entre les cabines téléphoniques dans les bureaux de poste et sur la voie publique ", janvier 1979.⁶ Dans le même cadre il rédige avec Bienaime et Sanlaville une étude " Postes " sur le thème " L'organisation d'un réseau de prestations financières des P.T.T. ". ⁷ Stage E.N.S.P.T.T. de Direction Régionale du 23 avril au 15 juin 1979 à Bordeaux Poste (directeur régional : J. Dom). ⁸ Stage Etablissement du 5 juillet 1976 au 30 juillet 1976 à la DOT d'Evry. Stage de Préfecture du 4 octobre au 26 novembre 1976 à la Préfecture d'Alençon (Orne). Stage Entreprise du 5 septembre au 10 novembre 1977 à Caisse Nationale des Télécommunications (C.N.T.) Paris. Stage Direction régionale du 23 avril 1979 au 15 juin 1979 à Bordeaux DRP (Etude de la modernisation des Service Postaux de la Région Aquitaine en examinant les résultats escomptés et l'option section de la gestion).⁹

¹ Archives E.N.S.P.T.T., A.N., C.A.C., 950497/16, dossier 1976-1979.

² Archives E.N.S.P.T.T., A.N., C.A.C., 950497/16, dossier 1976-1979.

³ Annuaire E.N.S.P.T.T. , 1999, p. 200.

⁴ Archives E.N.S.P.T.T., A.N., C.A.C., 950497/16, dossier 1976-1979.

⁵ A.N., archives E.N.S.P.T.T. 950497 carton 16, promotion 1976-1979, dossier scolarité.

⁶ A.N., 950497, carton 17, E.N.S.P.T.T. Mémoires de groupe enseignement professionnel Marketing, promotion 1976-1979.

⁷ A.N., 950497, carton 17, E.N.S.P.T.T. Mémoires de groupe enseignement professionnel " Postes ", promotion 1976-1979.

⁸ A.N., 950497, carton 17, E.N.S.P.T.T., Tableau des stages de direction régionale, promotion 1976-1979.

⁹ A.N., archives E.N.S.P.T.T. 950497 carton 16, promotion 1976-1979, dossier scolarité.

Service militaire :

Carrière :

-1970 :

4 novembre 1970 : Entre dans l'administration.¹⁰

-1979 :

Affecté à sa sortie de l'E.N.S.P.T.T. à la Direction Générale des Postes DCFI Bureau C1.¹¹

-1974 :

Entré comme inspecteur des P.T.T. en 1974 au premier bureau du plan.¹² Ancienneté administrative : 4 novembre 1970.¹³

-1970 :

Inspecteur-élève Direction régionale des Postes à Bordeaux-I.N.C.A. Evry.¹⁴¹⁵

-1974 :

Inspecteur Administration centrale D.G.P./Service Programmes et Etudes économiques (chargé d'études diverses).¹⁶ Après son passage à l'E.N.S.P.T.T., chef de bureau chargé d'étudier la rentabilité des investissements informatiques des services financiers.

-1975 :

Sous-directeur " Stratégie et système de gestion du réseau ", Direction du Réseau (Réseau postal, Présence postale, Produits courriers, Produits financiers, Réforme des P.T.T.), Direction générale de La Poste (1975-1991).¹⁷

-1982 :

En 1982 il deviendra le <<Poisson pilote>> directeur de la promotion.¹⁸

-1984 :

En 1984 il sera le premier postier à faire sa mobilité à la direction du Trésor. Il participe tour à tour au renforcement des banques françaises fraîchement nationalisées.¹⁹

¹⁰ Fédération syndicaliste des travailleurs des P.T.T. Force Ouvrière, Annuaire général. Cadres administratifs et techniques. Chefs d'Etablissements des classes supérieures du ministère des Postes et Télécommunications, Paris, FO-P.T.T., 1990, rubrique 1. BHPT : PC 00463.

¹¹ Archives E.N.S.P.T.T., A.N., C.A.C., 950497/16, dossier 1976-1979.

¹² La Poste Références, janvier-février 1991, p. 20.

¹³ Archives E.N.S.P.T.T., A.N., C.A.C., 950497/16, dossier 1976-1979.

¹⁴ Archives E.N.S.P.T.T., A.N., C.A.C., 950497/16, dossier 1976-1979.

¹⁵ Institut National des Cadres Administratifs. Créé en 1970, qui aura pour mission d'assurer les formations initiales et permanentes des fonctionnaires d'encadrement des P.T.T., à l'exclusion du personnel technique et des administrateurs Michel Atten, François du Castel, Marie Pierre, Les Télécoms. Histoire des Ecole supérieures des télécommunications 1840-1997, Paris, Hachette, 1999, p. 99.

¹⁶ Archives E.N.S.P.T.T., A.N., C.A.C., 950497/16, dossier 1976-1979.

¹⁷ Introduction à l'inventaire des archives des Postes et Télécommunications, 940332, p. 1.

¹⁸ La Poste Références, janvier-février 1991, p. 20.

¹⁹ La Poste Références, janvier-février 1991, p. 20.

-1986 :

puis en 1986, il participe à la rédaction de la loi de privatisation.²⁰ Réintègre La poste où Marcel Roulet (directeur général) et Jean Pichon (directeur du réseau) le nomment sous-directeur chargé d'une réflexion sur les stratégies de réseaux (sous-directeur de la stratégie du réseau de La Poste). C'est en concertation avec les élus locaux qu'il a mis sur pied un nouvel outil de gestion, le schéma départemental de présence postale. Un outil d'expertise technique qui permettra d'adapter le réseau aux besoins locaux.²¹

-1987 :

29 juillet 1987 : Fait parvenir en tant qu'administrateur chargé de la sous-direction A, une note au Directeur du Réseau (J. Pichon) sur le bilan économique de la micro-informatisation des bureaux de poste. (I-Trois remarques déterminantes pour le bilan; 1-Les investissements en logiciels représentent une très faible part des dépenses (moins de 8MF); 2-Les gains en emplois intègrent des valeurs non entières de positions de travail; 3-Les gains commerciaux ont été estimés à partir d'études fragmentaires; II-Les résultats et les conditions de l'amélioration du bilan économique; 1-La formation; 2-La maintenance; 3-Le cumul; III-Conclusion).²²

12 novembre 1987 : Participe à la réunion P.T.T. (Direction du Réseau)-S.N.C.F. (CVT) qui porte sur un échanges de vues sur la politique de la S.N.C.F. en matière d'automates et sur la collaboration éventuelle P.T.T./SNCF en matière de ventes. Au cours de cette réunion, Aupied interview les responsables de la SNCF sur leur politique en matière d'automates (démarche marketing, coût de commercialisation, réactions de la clientèle).²³

1er décembre 1987 : Participe (Représente la Direction du Réseau, Sous-direction A, Stratégie et Système de Gestion) au groupe de pilotage formé par la Direction du Réseau en vue de la constitution d'ateliers pour la constitution d'un Schéma Départemental d'Implantation du Réseau de la Poste (S.D.I.R.P.).²⁴

30 décembre 1987 : Fait parvenir en tant qu'Administrateur chargé de la sous-direction A de la Direction du Réseau, une note à J. Pichon (Directeur du Réseau) à propos de l'Arbitrage du plan 1988-1992. Dans cette note, il signale que " L'objectif de reprises d'emplois (- 1500/an) n'est atteint qu'au prix d'un dépassement surtout des enveloppes de cadrage en crédits d'investissement et de fonctionnement sur toutes les années du plan. Pour la Direction du Réseau qui, par hypothèse, doit générer les deux tiers des reprises d'emploi, une analyse de l'évolution prévisionnelle du Compte de Résultat laisse apparaître que les contraintes -en leur état actuel- limitent drastiquement les choix. (...) " (I-L'évolution des charges du Réseau; 1-1 Le compte de Résultats de la DRE; 1-2 Le rappel des données DFI de juillet 1987; 1-3 Sensibilité du niveau des investissements des crédits de fonctionnement et du volume des reprises d'emploi; II-Le niveau minimal des investissements; III-Le niveau maximal des reprises d'emplois; IV-L'approche de la DSC; V-Conclusion).²⁵

²⁰ La Poste Références, janvier-février 1991, p. 20.

²¹ La Poste Références, janvier-février 1991, p. 20.

²² Note de Y. Aupied à J. Pichon, 29 juillet 1987, archives de La Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/2.

²³ Compte rendu de la réunion P.T.T./S.N.C.F. du 12 novembre 1987, archives de La Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/2.

²⁴ Note de Y. Aupied à H. Capelle et liste des participants au groupe de pilotage, 28 janvier 1988, archives de la Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/5.

²⁵ Note de Y. Aupied à J. Pichon Directeur du Réseau, 30 décembre 1987, archives de La Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/2.

-1988 :

26 janvier 1988 : Assiste (avec entre autres Capelle, Peter, Roussey) à la réunion plénière du groupe de travail “ Organisation des centres financiers en Ile-de-France ”.²⁶ (Deux thèses sont présentées. Celle de M. Peter : Constitution de trois centres distincts implantés en Ile-de-France Est, Ile-de-France Ouest et à la Direction de la Poste de Paris. Cette étude avait été demandée par le Directeur des Services Financiers. Celle de Mme. Janichon : préconisant le maintien de la DCFP avec la déconcentration d’une partie des activités de gestion vers les bureaux de Poste et création d’une antenne départementale d’animation commerciale. Après un tour de table pour recueillir l’opinion de chacun des participants à la réunion, considère que la proposition Peter présente un avantage du point de vue des responsabilités, elle est quasiment neutre en ce qui concerne la qualité de service. Au point de vue commercial, la notion de département et encore moins celle de région n’a de signification réelle pour la clientèle d’Ile-de-France. Un sous-groupe composé de Melle Eslinger, MM. Peter et Martignac engagera une réflexion sur le sujet avec l’aide de l’équipe des études économiques de la DSF. Capelle insiste sur la nécessité d’agir vite car en Ile-de-France la perte de parts de marché s’aggrave. Ce déclin a plusieurs causes sans doute, mais l’une d’entre-elles est probablement la rareté des relations personnalisées avec la clientèle. Aupied estime qu’une réforme de la DCFP inscrite dans la recherche générale des gains de productivité doit être lancée , d’autant plus que les coûts de la DCFP sont plutôt meilleurs qu’en province. Cette proposition doit être selon Aupied étudiée selon différents critères (responsabilité, qualité de service, coût, développement, social). Quelle que soit le mode de réorganisation adopté, Aupied estime que la gestion administrative de la clientèle ou service après-vente ne doit pas être obérée. S’agissant de l’intéressement estime que la réforme en cours (généralisation des “ parts B ”) devrait permettre d’estomper les arguments selon lesquels l’intéressement serait la cause principale de concurrence entre producteurs. Par rapport à un échéancier de temps, estime nécessaire d’inscrire la réforme de la DCFP dans les réflexions en cours notamment au sein des arbitrages sur les schémas directeurs informatiques et au sein de l’approche globale clientèle.²⁷

Avril 1988 : En tant que chargé de la sous-direction A, Direction Générale, Direction du Réseau, reçoit des dossiers de la part du Chef du Bureau A3, P. Bronner sur l’implantation d’automates postaux et financiers dans les Bureaux de Poste. Celui-ci constate que l’implantation de machines en libre service devient urgente compte tenu du grossissement des files d’attente et du nombre important d’opérations simples et à faible valeur ajoutée effectuées dans les bureaux de poste (achat de carnets de timbres (robots déjà en service à remplacer et à multiplier), affranchissement du courrier, distributeurs d’enveloppes...).²⁸

18 décembre 1988 : Désigné (représentant le DRE) en même temps que entre autres Y. Aupied pour faire partie du groupe de projet chargé de suivre l’étude externe “ Courrier 1992 ” réalisée par un cabinet de conseil (vraisemblablement Euréquip) (Permettre à la Poste de définir sa stratégie courrier à moyen terme et dans la perspective de l’ouverture du marché unique européen).²⁹

²⁶ Compte rendu de la réunion plénière du groupe de travail “ Organisation des centres financiers en Ile-de-France ” du 26 janvier 1988, archives de la Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/4.

²⁷ Compte rendu de la réunion plénière du groupe de travail “ Organisation des centres financiers en Ile-de-France ” du 26 janvier 1988, archives de la Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/4.

²⁸ “ Etude sur les automates. Informatisation des bureaux de Poste ”, avril 1988, dossier bleu, archives P.T.T., archives de Y. Aupied, A.N., C.A.C., 940332/1.

²⁹ Note de G. Delage aux Directeurs et Chefs de service, 18 décembre 1988, archives de La Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/3.

-1989 :

10 mars 1989 : Sous-directeur, administrateur hors classe, administration centrale, D.G.P..³⁰

19 avril 1989 : Participe (en même temps que entre autres Cl. Bourmaud) à la réunion de la Direction Générale de La Poste sur “ Courrier 92 ” (Définition des scénarios à étudier; 1-1 Eurequip rappelle la définition initiale des scénarios, définition basée sur un paramètre, la consistance du monopole postal en France; 1-2 La définition du scénario avait été élargie aux demandes de courrier par segment et à leurs causes par extrapolation de l’actuelle; 1-3 Compte tenu des ses entretiens internes à la Poste, Eurequip propose d’enrichir la formulation des scénarios d’éléments du niveau européen; 1-4 Cette obligation de légitimer le monopole par l’offre d’un service public se retrouve aussi au niveau du monopole postal français; 1-5 Eurequip propose d’examiner neuf scénarios possibles; etc.)³¹

Juillet 1989 : Présente le thème de “La stratégie Réseau ” à Gérard Moine.

31 octobre 1989 : Présente le thème de “ La stratégie réseau ” au ministre des PTE (P. Quilès) : -Préambule : Notion de réseau inexistante à la poste jusqu’en 1986; Stratégie du Réseau (élaboration 1987; S’inscrit dans la stratégie de développement de La Poste; Mise à jour et retouchée périodiquement; Existence de certaines imperfections, le plus souvent objets d’études en cours au sein des services de la D.G.P. (partie économique). I-Le réseau et ses activités. II-Les nécessaires adaptations du réseau pour prendre en compte les besoins des clientèles. Annexe 2 : Le partenariat. Annexe 3 : Les automates. Annexe 4 : L’informatisation des bureaux. Annexe 5 : Le district. Annexe 6 : L’approche économique. Annexe 7 : Le contexte d’évolution.³²

3 novembre 1989 : Participe en tant que Sous-directeur du Réseau à la matinée “ Chefs de projet SDPP ” avec entre autres Bodet (Directeur du Réseau) qui réunit les chefs de projet par région.³³

20 décembre 1989 : Participe au Groupe Bureaux de Poste du Groupe Classifications de la réforme des P.T.T.³⁴

-1990 :

23 avril 1990 : Assiste (en même temps que entre autres Mitanchez, Bodet, Brenet, Perret, Melle. Pagès) en tant que sous-directeur représentant le Directeur du Réseau à la séance du Comité Technique Paritaire Central (CTP) consacré au thème : “ Le district et les Groupements ” (projet d’organisation en district du réseau des bureaux de Poste).³⁵

4 septembre 1990 : Il est décidé à la réunion de la Commission Poste n°1 Négociation Sociale, pour préparer la réunion du 19 septembre suivant que dans la répartition des rôles, il est prévu que Aupied soit représentant de catégories de fonctions (DRE).³⁶

³⁰ Fédération syndicaliste des travailleurs des P.T.T. Force Ouvrière, Annuaire général. Cadres administratifs et techniques. Chefs d’Etablissements des classes supérieures du ministère des Postes et Télécommunications, Paris, FO-P.T.T., 1990, rubrique 1. BHPT : PC 00463.

³¹ Compte rendu de la réunion du 19 avril 1989, archives de La Poste; archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/3.

³²Rapport dactylographié, “Présentation de la Stratégie Réseau à Monsieur le Ministre le 31 octobre 1989”, 31 octobre 1989, archives de La Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/3, dossier cartonné Rouge.

³³ Liste des participants à la matinée “ chefs de projet SDPP ” du 3 novembre 1989, 13 septembre 1989, archives de La Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/2.

³⁴ Composition des groupes, 20 décembre 1989, A.N., C.A.C., 980486/8, chemise rouge “ Réforme des P.T.T., Ressources humaines, 1989-1990 ”.

³⁵ Compte rendu de la séance du Comité technique Paritaire Central de la Direction Générale de la Poste, 23 avril 1990, archives de la Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/3.

³⁶Dossier beige “ Commission La Poste ”, septembre à novembre 1990, sous-dossier “ Commission Poste n°1 ” 19 septembre 1990, compte rendu de la réunion du 4 septembre 1990, Négociation sociale, archives de La Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/1.

17 septembre 1990 : Participe avec Martignac et Bodet à la réunion Poste-GMF qui porte sur un partenariat possible entre La Poste et la GMF sur les bornes télématiques; possibilités d'offrir certaines prestations GMF dans les points de contact de La Poste (surtout en zone rurales) : " Cet objectif répond à la préoccupation de La Poste en matière de niveau d'activités et entre pleinement dans le cadre de la loi du 2 juillet 1990 sur La poste et dans le cadre des suites à la mission du Sénateur Delfau "; Voie de développement dans le domaine IARD; GMF ayant un réseau insuffisant en zone urbaine serait intéressée par un développement à coût limité; Partenariat possible par la Poste pour distribuer des produits de voyage.³⁷

5 octobre 1990 : Participe à la réunion organisée avec la Délégation à la Ville (DIV) qui porte sur -L'innovation sociale et technique ; -la recomposition urbaine (travail sur l'espace); -les quartiers et les agglomérations (contrats de ville). Aupied à l'issue de cette réunion conclue à une collaboration entre La Poste et la DIV hautement souhaitable compte tenu des problèmes très importants qu'a à faire face La poste dans l'adaptation de son réseau urbain.³⁸

12 octobre 1990 : Participe à la réunion interministérielle sur les suites des événements de Vaulx-en-Velin organisée par la Délégation à la Ville (DIV).³⁹

22 octobre 1990 : Participe (en même temps que entre autres De Salaberry) à la réunion commune Poste-GMF consacrée au partenariat Poste-GMF (implantation de bornes interactives ou pas), représente la Direction du Réseau de La Poste. Cette réunion fait suite à la rencontre entre M. Paul Quiles et M. Petriat au cours de laquelle a été esquissé le partenariat Poste-GMF (⁴⁰). Aupied intervient au cours de cette réunion sur l'expérimentation des bornes interactives : groupe de travail piloté par le Service de Communication réfléchit à l'installation d'un réseau vidéographique en Savoie à l'occasion des prochains Jeux Olympiques; installation de matériel postal en libre service au CNIT; développement du " 3615 La Poste "; La Poste ne souhaite pas développer un système autonome et estime nécessaire de s'engager avec d'autres partenaires compte tenu des investissements trop importants pour un seul prestataire.⁴¹

29 octobre 1990 : Participe (en même temps que entre autres Bodet représentants de la Direction du Réseau, et De Salaberry faisant partie de la Direction technique) à la réunion commune La Poste-GMF sur un partenariat possible entre La Poste et la GMF. (1-Implantation de bornes; 2-Points de contact communs en zone urbaine; 3-Développement de produits financiers en zone rurale; 4-Vente des produits " Voyages "). Aupied rappelle qu'il n'existe pas de rentabilité à court terme si La Poste développe seule une telle expérience; que seuls les systèmes qui introduisent une notion de transaction fonctionnent de manière efficace

³⁷ Compte rendu de la réunion tenue le 27 septembre 1990 entre La Poste et la GMF, archives de La Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/2.

³⁸Y. Aupied, " Compte rendu de la réunion du 5/10/90 avec la délégation à la ville (DIV) ", s.d. [octobre 1990], archives de La Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/3.

³⁹Y. Aupied, " Compte rendu de la réunion interministérielle sur les suites de Vaulx-en-Velin organisée par la D.I.V. ", 12 octobre 1990, archives de La Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/3.

⁴⁰ Les propositions de M. Petriat à M. P. Quilès faites vers la mi septembre 1990 sur un protocole d'accord entre La Poste et la GMF ont été cependant jugées non recevables par le directeur de cabinet du Directeur général de La Poste : " -Sur la forme, parce qu'elle propose au ministre d'engager pour trois ans, La Poste et France Télécom, alors même qu'il n'en aura plus de pouvoir à compter du 1er janvier 1991.

-Sur le fonds, parcequ'elle propose un accord d'exclusivité contraire à notre logique de diversification. ". Photocopie de la lettre de D. Brune, directeur de cabinet du Directeur Général de La Poste, agrafée à la copie du protocole d'accord, 18 septembre 1990, Archives de La Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/2.

⁴¹ Compte rendu de la réunion tenue le 22 octobre 1990 entre La Poste et la GMF, archives de La Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/2.

(bornes SNCF, PMU...); que La Poste ne renonce pas à l'idée d'expérimenter de tels systèmes.⁴²

30 octobre 1990 : Participe à la réunion commune Poste-GMF sur un partenariat possible entre La Poste et GMF sur la vente de produits " Voyages " à travers la filiale de la GMF créée il y a deux ans " Multipromotion ". Aupied propose de mener un test à La Poste où La Poste aurait un rôle de prescripteur et passerait par l'outil Multipromotion. Conseille un approche différente selon qu'il s'agit du réseau postal urbain ou rural. Tester plusieurs formules type de voyages.⁴³

9 novembre 1990 : Participe à la réunion interministérielle sur les suites de Vaulx-en-Velin (révolte des banlieues et vandalisme) organisée par la D.I.V. Au cours de cette réunion est auditionné le secrétaire général de la préfecture du Rhône autour du projet d'avenant à la charte d'objectif de Développement Social Urbain (D.S.U.) de Vaulx-en-Velin. Cet avenant concerne la Direction départementale de La Poste.⁴⁴

12 novembre 1990 : Participe à la réunion commune entre La Poste et la GMF sur un partenariat possible entre La Poste et la GMF (Coopération possible en milieu rural; Présence postale dans les bureaux urbains de la GMF; Projet d'implantation d'agences en centre commercial).⁴⁵

13 novembre 1990 : Rédige à l'intention à J.-P. Bodet Directeur du Réseau et M. Josse, Conseiller technique, une note sur " la Poste et les banlieues " qui souligne l'inadéquation du réseau postal avec le développement urbain du XXe siècle. I-La présence de la Poste en banlieue; II-Les actions en cours; III-La gestion des situations extrêmes.⁴⁶

21 décembre 1990 : Siège à la réunion du Comité Technique Paritaire Ministériel en tant qu'expert de la Direction Générale de La Poste (en même temps que Grynberg, Montambault, Leon, Lefebvre, Waxweiler, Vieilledent, Zabern, Mme. Bargain, Vial (cabinet), Brochier (cabinet), Salon (Inspect. Gén.), Couture (DSP), Brigout (DRG), Darrigrand (GSI), Rande (D.G.T.), Sirot (D.G.T.), Bresson (D.G.T.), Thevenin (D.G.T.)).⁴⁷

19 septembre 1990 : Participe à la réunion Commission Poste (que préside A. Perret) au cours de laquelle sont décidés le plan de travail et le calendrier des réunions de la Commission.⁴⁸

2 octobre 1990 : Participe à la réunion Commission Poste en tant que représentant de catégories, intervient en même temps que Gatignol (DTE), Leger, Baroin, pour confirmer la nécessité de conserver la fonction Assistant SVP [n°14 dans la liste des fonctions repères : chargé en département d'assurer l'assistance technique informatique aux bureaux de poste] comme fonction repère.⁴⁹

⁴² Compte rendu de la réunion tenue le 29 octobre 1990 entre La Poste et la GMF, archives de La Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/2.

⁴³ Compte rendu de la réunion tenue le 30 octobre 1990 entre La Poste et la GMF, archives de La Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/2.

⁴⁴ Compte rendu de la réunion du 9 novembre, archives de La Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/3.

⁴⁵ Compte rendu de la réunion tenue le 12 novembre 1990 entre La Poste et la GMF, archives de La Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/2.

⁴⁶ La Poste, Direction du Réseau, sous-direction A, " Note sur la Poste et les banlieues ", 13 novembre 1990, archives de La Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/3.

⁴⁷ Plan de table du Comité Technique Paritaire ministériel du 21 décembre 1990, dossier 10 " CTP ministériel du 21 décembre 1990 ", archives de La Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/1.

⁴⁸ Dossier beige, " Commission La Poste ", septembre à novembre 1990, sous-dossier rose, " Commission La Poste n°2 ", 2 octobre 1990, compte rendu de la réunion du 19 septembre 1990, archives de La Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/1.

⁴⁹ Dossier beige, " Commission La Poste ", septembre à novembre 1990, sous-dossier vert, " Commission La Poste n°3 ", 18 octobre 1990, compte rendu de la réunion du 2 octobre 1990, archives de La Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/1.

18 octobre 1990 : Participe à la réunion de la Commission La Poste, fait remarquer à propos de la description de 20 fonctions repères “ -que la fonction “ facteur ” aurait pu distinguer entre “ rural ” et “ périurbain et urbain ”; -que la description spécialiste produit CNP pourrait vraisemblablement ressembler à celle d’un spécialiste courrier; sur ce point M. Baroin fait observer que le spécialiste CNP est encore le cas le plus fréquent. ”⁵⁰

-1991 :

En 1991 chargé de la création de la direction du marketing de la délégation Méditerranée.⁵¹

29 janvier 1991 : Chargé par H. Capelle du groupe “ Délocalisation des services parisiens ” du groupe de synthèse sur les nouvelles structures de La Poste dont H. Capelle assure la coordination et la présidence.⁵² “ La finalité de ce groupe est de réfléchir aux différentes possibilités de délocalisation des services actuellement implantés sur le territoire de la région administrative Ile-de-France. Cependant en collaboration étroite avec Guy Meynié, la réflexion devra distinguer d’une part les implantations hors Ile-de-France et, d’autre part le desserrement de Paris Intra-Muros, en soulignant les raisons objectives du maintien de tel ou tel service dans la région francilienne. ”⁵³

15 février 1991 : Assiste à la réunion du groupe délocalisation (Mission Capelle) et fait l’introduction de cette réunion (Lettre de mission signée deux jours plus tôt; rappel des problèmes posés par la Direction Ile-de-France; Rappel des 2 contraintes majeures à intégrer : -Les souhaits exprimés par la Délégation à l’Aménagement du Territoire et à l’Action Régionale (D.A.T.A.R.); -La prise en compte des vœux de mutation du personnel de La Poste. A propos des souhaits de la Délégation à l’Aménagement du Territoire et à l’Action Régionale (D.A.T.A.R.), Aupied signale leur souci de voir aider un certain nombre de villes de taille moyenne de la zone centrale comme Clermont ou Limoges).⁵⁴

27 février 1991 : Rédige une note à l’attention de M. Butard directeur du développement du Réseau, sur le groupe de travail La Poste/C.E.G.O.S.- ”Management prévisionnel”. La DFI/A1 pilote un groupe de travail en collaboration avec la C.E.G.O.S. relatif à la mise en place d’un projet de management prévisionnel sous l’appellation “ Dossier de développement Régional. (1-L’objectif du groupe de travail : mettre au point un outil opérationnel directement exploitable par les régions; 2-La position des directions de métier : les travaux conduits sur la stratégie des métiers ont permis de réaliser des photographies ponctuelles du positionnement de La Poste sur ses marchés; 3-La réponse de la direction du développement du réseau : en situation de Maître d’oeuvre, volonté forte de déconcentration de la gestion du réseau; 4-Les enjeux implicites et les risques latents : démarche SDPP s’inscrit dans la stratégie de présence postale; La Poste découvre tous les jours de nouvelles formes de présence postale (stations services, librairies papeteries...) Dynamique soutenue organisée

⁵⁰ Dossier beige, “ Commission La Poste ”, septembre à novembre 1990, sous-dossier beige, “ Commission La Poste n°5 ”, 8 novembre 1990, compte rendu de la réunion du 18 octobre 1990 , archives de La Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/1.

⁵¹ Les Echos Exécutives, Lettre n°210, 11 février 1994.

⁵² Note de H. Capelle pour les Directeurs Délégués, 29 janvier 1991, archives de La Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/2.

⁵³ Note de F. Vielledent à Y. Aupied, 13 février 1991, archives de La Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/4.

⁵⁴Compte -rendu de la réunion du groupe délocalisation, mission Capelle, du 15 février 1991, archives de La Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/4.

autour de la SDPP qui apporte à La Poste une vision stratégique. Consolider l'intégration dans la politique de présence postale des nouvelles options stratégiques des métiers.).⁵⁵

4 avril 1991 : Participe à la réunion du groupe de synthèse sur les structures de La Poste (Mission Capelle), rend compte d'une réunion (à laquelle il a participé avec H. Capelle) avec la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (D.A.T.A.R.) le 29 mars 1991 au cours de laquelle ont été abordés les questions de découpage des régions et la délocalisation des services parisiens : cohérence des objectifs avec ceux de la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (D.A.T.A.R.); .⁵⁶

-1993 :

Participe en 1993 à la mission développement local présidée par Hervé Novelli.⁵⁷

-1994 :

7 février 1994 : Directeur du marketing commercial à la délégation Méditerranée, nommé directeur du développement du réseau à compter du 7 février 1994 (Décision n°173 du 7 février 1994).⁵⁸

16 septembre 1994 : Désigné comme représentant titulaire de La poste auprès du comité technique paritaire le 16 septembre 1994 (décision n°1259 du 16 septembre 1994) en même temps que entre autres Bodet, Lenormand, Viet, Bourmaud, Capelle, Viard, Peter, et suppléants entre autres : Viet (suppléant du directeur général de La Poste), Bougot, L'Homme...).⁵⁹

-1997 :

25 février 1997 : Directeur du développement du réseau, nommé le 25 février 1997 par Claude Bourmaud directeur délégué chargé des questions relatives aux missions relatives de service public et d'aménagement du territoire.⁶⁰

-1981 :

A la date de 1981 : Administrateur de 2^e classe à la Sous direction A (Direction Générales des Postes) " Affaires Générales économiques et budgétaires, étude et lancement des applications et produits nouveaux, Gestion des centres de caisse Nationales d'Epargne et de contrôle des mandats "; chargé du Bureau A1 ("Affaires générales-Budget-Plan-Contrôle de Gestion-Etudes Economiques-Liaison avec la SBPC et les service de la Défense Nationale ").⁶¹

⁵⁵ Note de Y. Aupied à M. Buttard directeur du Développement du Réseau, 27 février 1991, archives de La Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/2.

⁵⁶ Compte rendu de la réunion du groupe de synthèse sur la réforme des structures de La Poste, 4 avril 1991, archives de La Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/2.

⁵⁷ Les Echos Exécutives, Lettre n°210, 11 février 1994.

⁵⁸ Bulletin des ressources humaines de La Poste, 1994, p. 3, in Bulletin Officiel de La Poste, 1994.

⁵⁹ Bulletin des ressources humaines de La Poste, 1994, p. 23, in Bulletin Officiel de La Poste, 1994.

⁶⁰ La lettre des cadres de La Poste, 13 mars 1997, n°368.

⁶¹ P.T.T., Répertoire téléphonique de l'Administration Centrale, Edition de juin 1981, p. D.G.P. 34.

Activités politiques, syndicales, associatives :

-1983 :

A la date de 1983, membre (avec entre autres A. Perret) du Comité de rédaction de la revue Communiquer (association des élèves et anciens élèves de l'Ecole nationale supérieure des Postes et Télécommunications).⁶²

-1989 :

Mars 1989 : Rapporteur de la 5^e Commission de l'I.R.E.P.P. consacrée aux réseaux de La Poste à la date de mars 1989 (Le président de la commission étant le Professeur Yves Guermond).⁶³

Octobre 1989 : A la date d'octobre 1989, Directeur de la publication de la revue Présence. La lettre des chefs de projets SDPP⁶⁴

Oeuvres, articles, rapports, cours, violon d'Ingres, entretiens :

-1984 :

25 avril 1984 : Représente l'Administration (Direction Générale des Postes) à la Commission de Vérification des Eléments de Classement des Etablissements des Postes et Télécommunications (C.R.E.C.E.P.T.), sous-commissions Centres de tri.⁶⁵

-1988 :

Juin 1988 : Rédige un article sur “ Un nouveau défi pour La Poste : l'adaptation de son réseau ” (Détermination des indicateurs économiques; sociaux, de population etc. pour l'implantation de nouveaux établissements postaux; I-Un exemple d'application méthodologique; 1-La méthodologie retenue pour la collecte des données (mise au point d'enquêtes); 2-L'explication des données en vue de la détermination du profil de l'utilisateur du réseau postal; 3-La localisation optimale des bureaux de poste; a-Le problème posé et la méthode utilisée; L'accessibilité du réseau postal; Le choix d'une méthode; II-L'approche de la direction du réseau de la poste française; Les outils méthodologiques : 1-La typologie de zones de chalandise; 2-La cartographie; Les objectifs de la direction du réseau : 1-L'adaptation des structures postales en zone rurale; 2-Le développement des nouveaux points de contact en milieu urbain ou suburbain) dans le n°2 du Bulletin de l'I.R.E.P.P. , juin 1988.⁶⁶

-1989 :

Octobre 1989 : Rédige l'éditorial “ La Poste au plus près des consommateurs”, de la revue Présence. La lettre des chefs de projets SDPP , n°2, octobre 1989.⁶⁷

28 novembre 1989 : Fait une intervention au séminaire de l'E.N.S.P.T.T. de présence postale sur : “ La Poste et les élus ” (1-Un contexte. -La coexistence de plusieurs milieux ruraux; -dont un milieu rural fragile; -les souhaits des élus; -Une présence de la Poste réelle; 2-La nécessaire adaptation du réseau de La Poste en milieu rural; -un réseau inadapté; -les catégories d'établissements; -l'adaptation décentralisée du réseau des établissements postaux; -les problèmes particuliers des agences postales et les mesures à prendre; 3-Une amélioration

⁶² Exemple du numéro spécial de la revue Communiquer, 1er trimestre 1983, archives de la Poste, archives Zuber, A.N., C.A.C., 19850604/2 (F90 bis 6964).

⁶³ Bulletin de l'I.R.E.P.P., n°3, mars 1989.

⁶⁴ Présence. La lettre des chefs de projets SDPP, octobre 1989, n°2, archives de La Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 94032/3.

⁶⁵ Compte rendu de la séance n°1, 25 avril 1984, archives de la Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/5.

⁶⁶ Bulletin de l'I.R.E.P.P., n°2, juin 1988, p. 138.

⁶⁷ Présence. La lettre des chefs de projets SDPP, octobre 1989, n°2, archives de La Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 94032/3.

au dialogue à apporter au plan local; -une démarche préalable nécessaire; -la nécessité d'une communication cohérente).⁶⁸

-1990 :

12 juin 1990 : Rapporteur général de la réunion de travail en présence de G. Delfau (dans la perspective de la rédaction de son rapport) à l'I.R.E.P.P. dans le cadre de la Commission n°5 " Réseaux ".⁶⁹

Octobre 1990 : Rédige un article sur " La fréquentation des bureaux de poste " (La typologie des bureaux de poste (La méthodologie et ses applications, Description des types), Une application : La fréquentation des bureaux de poste (Méthodologie, Principaux résultats, Fréquentation en fonction de l'âge et du sexe, Fréquentation par type, profil des usagers par type, La fidélité au bureau d'instance)), dans le n°7 du Bulletin de l'I.R.E.P.P., octobre 1990.⁷⁰

-1991 :

18 juin 1991 : Avec Burgaud, Sallio, Gerard, Castel, Peltier, Gerard, Obermann, Gali (groupe de travail délocalisation), " Les délocalisations. Note de synthèse " (I-La délocalisation pourquoi?; 1-Contribuer à l'aménagement du territoire; 2-Accélérer les mutations; 3-Faciliter les reclassements consécutifs à la réforme des structures; 4-La prise en considération des souhaits émis par les autorités locales; 5-La prise en compte de la politique générale de déconcentration engagée par la Poste; II-La délocalisation : quel cadre?; 1-La définition des services délocalisables ; 2-Le souci permanent du bon fonctionnement de la Poste; 3-La délocalisation ne concerne que les services dont l'avenir est assuré; 4-Un accompagnement social adapté et un aménagement des transitions utiles négociés avec les organisations syndicales; III-Ou délocaliser? Les sites d'accueil possibles; 1-Analyse multicritères; 2-Les résultats; IV-La délocalisation : quels services ?; 1-Les services d'exploitation; 2-Les directions de réseaux; 3-L'informatique; 4-Les ressources humaines; V-Préconisations selon les scénarios de la délégation centrale; VI-La délocalisation : les mesures d'accompagnement social; Conclusion; Annexes.).⁷¹

Décorations, distinctions honorifiques :

Chevalier de la Légion d'honneur, Chevalier de l'Ordre National du Mérite.

⁶⁸ Note dactylographiée, " La Poste et les élus. Intervention de M. Aupied ", 28 novembre 1989, archives de La Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/3, dossier rose " Séminaire E.N.S.P.T.T. sur la présence postale du 28-11-1989.

⁶⁹ Liste des personnes rencontrées par le Sénateur Delfau, Mission Delfau, " Le rapport ", Septembre 1990, annexe p. 28, archives de La Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/5.

⁷⁰ Bulletin de l'I.R.E.P.P., n°7, octobre 1990, p. 33.

⁷¹ Groupe de travail " Délocalisation ", " Les délocalisations. Note de synthèse ", 18 juin 1991, A.N., C.A.C., archives de La Poste, archives Capelle, 980486/4.